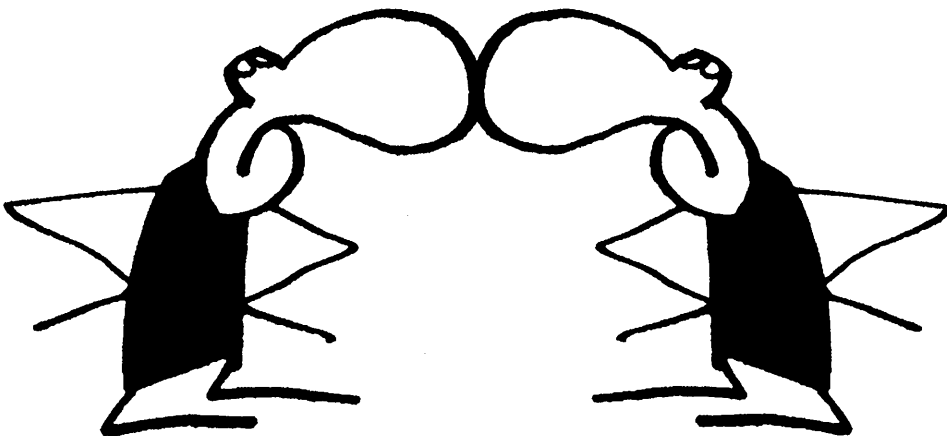


Université de Neuchâtel
Faculté de droit

Procédure civile

François Bohnet



Illustrations :
MIX & REMIX



COLLECTION NEUCHÂTELOISE
Helbing Lichtenhahn

Table des matières

Liste des abréviations	XVII
Introduction générale	1
A. Définitions	1
B. Fonctions	1
C. Approche	8
Première partie : La théorie générale du procès	10
I. Introduction	10
A. Plan	10
B. Le Code de procédure civile suisse	11
1. Historique	11
2. Champ d'application	11
II. Où ?	13
A. La notion de compétence	13
B. L'organisation judiciaire fédérale en matière civile	13
1. Le Tribunal fédéral	13
a. Histoire	13
b. Organisation	15
c. Compétences en matière civile	15
i) Principe	15
ii) Juridiction sur action	16
iii) Juridiction sur recours	16
2. Le Tribunal fédéral des brevets	17
C. Les organisations judiciaires cantonales en matière civile	17
1. Généralités	17
2. L'organisation judiciaire neuchâteloise	17
3. L'organisation judiciaire bernoise	19
4. L'organisation judiciaire fribourgeoise	20
5. L'organisation judiciaire vaudoise	21
6. L'organisation judiciaire valaisanne	23
7. L'organisation judiciaire genevoise	24
8. L'organisation judiciaire jurassienne	26
9. Schéma de synthèse	27
10. L'influence du droit international et fédéral	28
a. La Convention européenne des droits de l'homme	28
b. La Constitution	33
c. Le Code de procédure civile et le Code civil	33
11. La collaboration entre les tribunaux des cantons	33

Table des matières

12. Schéma de synthèse	34
D. La compétence à raison de la matière	34
1. La nature de l'affaire	34
a. Principe	34
b. Les collisions de compétence matérielle	35
i) Le concours d'actions	35
ii) Le cumul d'actions	39
iii) La compensation	39
2. La valeur litigieuse	40
a. Principe	40
b. Calcul	40
3. Synthèse : la détermination du tribunal matériellement compétent	47
E. La compétence à raison du lieu	47
1. Sources et portée	47
2. Les règles de compétence à raison du lieu de source internationale	48
3. Les règles de compétence à raison du lieu de source fédérale	49
a. La Constitution	49
b. Les lois fédérales	49
4. Schéma de synthèse	50
5. Les règles du Code de procédure civile en matière de fors	50
a. Objet et champ d'application	50
b. Structure	51
c. Les différentes catégories de fors	51
i) Les fors impératifs	51
ii) Les fors partiellement impératifs	51
iii) Les fors dispositifs	52
d. Le for ordinaire	52
e. Les règles à caractère général en matière de fors	53
i) Le domicile, le siège et la résidence (habituelle) du défendeur	53
ii) Le for de l'établissement ou de la succursale	53
iii) Le for de la reconvention	58
iv) Le cumul d'actions	59
v) Le concours d'actions	60
vi) L'élection de for	66
vii) L'acceptation tacite	69
viii) Les mesures provisionnelles	72
ix) Le gracieux	73
f. Les règles spéciales en matière de fors	73
i) Généralités	73
ii) Le for du domicile du demandeur	73
iii) Le droit des personnes	73
iv) Le droit de la famille	74
v) Le droit des successions	74
vi) Les droits sur les immeubles	74
vii) Les droits sur les meubles	75
viii) Les actions découlant d'un contrat	75
ix) La consommation courante	76
x) Les actes illicites	76

Table des matières

xi) Le droit commercial	77
xii) Le droit des poursuites	77
g. Synthèse : la détermination du for	78
h. L'examen de la compétence et les faits de double pertinence	78
III. Qui ?	81
A. L'action en justice	81
B. La classification des actions	82
6. Le fondement	82
7. La protection requise	82
8. L'objet	82
9. Schéma de synthèse	83
C. La capacité d'être partie	84
D. La qualité pour agir et pour défendre	90
E. La capacité d'ester	91
F. Les représentants légaux et statutaires	91
G. Les représentants conventionnels	92
H. La légitimation	93
I. Schéma de synthèse	97
J. Les parties principales au procès	98
1. Le lien d'instance	98
2. La consorité	100
a. La consorité simple	100
i) La consorité simple matérielle	101
ii) La consorité simple formelle	101
b. La consorité nécessaire	101
i) La consorité nécessaire matérielle	102
ii) La consorité nécessaire formelle	102
c. Schéma de synthèse	105
d. Consorité et règles de compétence	105
e. La procédure applicable	106
3. Les Class Actions	106
4. La substitution des parties au procès	107
a. La substitution en raison du transfert du droit invoqué	107
i) Le transfert du droit litigieux à titre singulier	107
ii) La succession d'un tiers aux droits ou obligations des parties	108
b. La substitution sans succession au droit invoqué	109
c. Schéma de synthèse	110
K. La participation des tiers à la procédure	110
1. Généralités	110
2. L'intervention volontaire	111
a. L'intervention principale	111
b. L'intervention accessoire	111

Table des matières

3.	L'intervention forcée	112
a.	L'appel en cause	112
b.	La dénonciation d'instance	113
4.	La représentation de l'enfant dans le divorce de ses parents	120
5.	Schéma de synthèse	121
IV.	Comment ?	123
A.	La forme des actes des parties	123
1.	En général	123
2.	Les vices de forme	123
a.	L'art. 132 CPC	123
b.	Le formalisme excessif	126
3.	L'acte introductif d'instance	132
a.	Généralités	132
b.	La requête de conciliation	132
c.	La demande en procédure ordinaire	134
d.	La demande en procédure simplifiée	134
e.	La requête en procédure sommaire	136
f.	Le choix entre plusieurs procédures	137
4.	La réponse et la demande reconventionnelle	137
a.	En procédure ordinaire	137
b.	En procédure simplifiée	138
c.	En procédure sommaire	139
5.	Schéma de synthèse	139
B.	Les actes du tribunal (renvoi)	140
C.	La notification des actes	140
1.	Les principes	140
2.	A l'étranger	141
3.	La notification par voie édictale	141
V.	Quand ?	145
A.	Les délais à respecter au moment de l'introduction de l'instance	145
1.	Les délais de déchéance	145
a.	La distinction entre délai de déchéance et délai de péremption	145
b.	Les délais de déchéance en matière de demandes formatrices	146
c.	Les délais de déchéance de nature procédurale	146
2.	Les délais de prescription	146
3.	Les délais de déchéance de fond	147
4.	La computation des délais de déchéance et de prescription	147
a.	Les délais de prescription	147
b.	Les délais de déchéance	149
i)	Les délais de déchéance en matière de demandes formatrices	149
ii)	Les délais de déchéance de nature procédurale	149
iii)	Les délais de déchéance de fond	149

Table des matières

B. Les délais à respecter au cours de l'instance	149
1. Généralités	149
2. La computation des délais de procédure	149
a. Le point de départ du délai	150
b. La prise en compte des samedis, dimanches et jours fériés	151
c. L'échéance du délai	151
3. La modification des délais de procédure	153
a. La prolongation du délai	153
i) Les délais légaux	153
ii) Les délais judiciaires	153
b. Les vacances judiciaires	154
c. La restitution des délais échus	155
C. Schéma de synthèse	157
VI. Pourquoi ?	159
A. La durée et les aléas du procès	159
B. Le coût du procès	160
1. Les frais	160
a. Les frais judiciaires	161
b. Les dépens	163
c. La gratuité	165
2. La répartition des frais judiciaires et des dépens	165
3. Les sûretés	166
4. L'assistance judiciaire	167
a. La garantie constitutionnelle	167
b. Le CPC	167
i) Les conditions de l'assistance	168
ii) La procédure d'octroi	168
iii) Les effets de l'assistance	169
iv) Le règlement des frais	169
C. Les alternatives au procès	170
1. L'arbitrage	170
a. Généralités	170
b. L'arbitrage interne	170
c. L'arbitrage international	172
2. La médiation	172
a. Notion	172
b. Processus	173
c. Sources	175
i) La loi	175
ii) Les règles privées	175

Table des matières

Deuxième partie : Le déroulement du procès	177
I. Introduction	177
A. Plan	177
B. Principes directeurs du procès	178
C. Procédures ordinaire, simplifiée et sommaire	178
1. Traits communs	178
2. Traits distinctifs	178
3. Champ d'application	179
a. La procédure ordinaire	179
b. La procédure simplifiée	180
c. La procédure sommaire	180
4. Schéma de synthèse	181
II. De l'introduction de l'instance aux débats	182
A. Les effets de l'introduction de l'instance	182
B. La conciliation	183
1. Notion	183
2. Champ d'application	183
3. Autorité de conciliation	183
4. Eléments de procédure	184
a. Conciliation facultative ou obligatoire	184
b. Moment de la conciliation	185
c. Litispendance	185
d. Déroulement de la conciliation	185
e. Fin de la conciliation	186
C. Le rôle du juge	186
1. La récusation	187
a. Principe	187
b. Procédure	194
2. La conduite du procès	195
3. Les conditions de recevabilité et leur examen	196
a. Principe	196
b. La classification des conditions de recevabilité	198
c. L'immunité	198
i) L'immunité de juridiction des Etats	198
ii) L'immunité de juridiction des agents diplomatiques	199
iii) L'immunité de juridiction des organisations internationales gouvernementales	199
d. La compétence à raison de la matière	200
e. La compétence à raison du lieu	200
f. La litispendance et la connexité	201
i) La litispendance	201
ii) La connexité	205
g. L'autorisation de procéder	206
h. La recevabilité formelle de la demande	207

Table des matières

i. La capacité d'être partie et d'ester en justice	207
j. La capacité de revendiquer	207
k. Le paiement de l'avance de frais et des sûretés	207
l. La recevabilité de la demande reconventionnelle	208
m. L'intérêt à agir	208
n. La qualité pour agir ou pour défendre	213
o. L'autorité de la chose jugée	213
p. Le respect des délais pour agir	215
q. Les obligations naturelles ou imparfaites	215
4. L'examen des actes par le juge	215
a. Le devoir d'interpellation du juge	215
b. Le devoir d'interpellation renforcé (procédure simplifiée)	216
c. La maxime inquisitoire sociale (procédure simplifiée)	216
d. La maxime inquisitoire (et maxime d'office)	217
D. Le rôle des parties	219
1. La forme des actes (renvoi)	219
2. L'allégation des faits	219
a. La maxime des débats	219
b. La modification des allégués et des propositions de preuves	222
3. Les conclusions	223
a. Le principe : <i>ne ultra petita</i>	223
b. Les conclusions chiffrées	223
c. L'action échelonnée	224
d. L'action partielle	224
e. La modification des conclusions	225
f. L'exception : la maxime d'office	225
4. Les moyens de défense	225
a. Généralités	225
b. Les défenses de procédure	226
c. Les défenses au fond	226
i) La contestation des faits allégués par le demandeur	226
ii) Les objections	227
iii) Les exceptions de droit civil	228
5. Schéma de synthèse	232
III. Les débats	234
A. Les audiences d'instruction	234
B. Les débats principaux	234
1. Les premières plaidoiries	235
2. Les preuves	235
a. Le fardeau de la preuve (renvoi)	235
b. L'ordonnance de preuves	235
c. La charge de la preuve	236
d. Le droit à la preuve	237
e. L'objet de la preuve	239

Table des matières

f. Les moyens de preuve	239
g. Le témoignage	240
i) La perception directe des faits	240
ii) La distinction entre témoin et partie	240
iii) La distinction entre témoin et expert	240
iv) La capacité de témoigner	241
v) L'obligation de témoigner	241
vi) La forme de l'audition	242
h. Les titres	243
i) Généralités	243
ii) La légalité des titres	243
iii) L'authenticité des titres	245
iv) L'obligation de produire des titres	246
v) L'examen des titres	246
i. L'inspection	246
j. L'expertise	247
i) Généralités	247
ii) L'expert	247
iii) La procédure d'expertise	247
k. Les renseignements écrits	248
l. L'interrogatoire et les dépositions des parties	248
i) L'interrogatoire	249
ii) Les dépositions	249
m. L'administration des preuves	249
n. L'appréciation des preuves	250
o. Le degré de la preuve	252
3. Les plaidoiries	253
4. Le défaut	254
5. Schéma de synthèse : le déroulement des procédures	255
IV. La protection rapide	258
A. Les mesures provisionnelles	258
1. La fonction des mesures provisionnelles	258
2. Le catalogue des mesures provisionnelles	258
3. Les conditions des mesures provisionnelles	259
a. La notion de vraisemblance	259
b. La vraisemblance du droit prétendu	259
c. La vraisemblance d'une atteinte ou du risque d'atteinte	260
d. La vraisemblance d'un risque de préjudice difficilement réparable	260
e. La mesure propre à prévenir ou à faire cesser le préjudice	260
4. Les règles de procédure	262
a. La compétence	262
b. La procédure sommaire	262
c. Les mesures superprovisionnelles	262
d. Les sûretés	262
e. La validation et la fin des mesures	263
B. La preuve à futur	263

Table des matières

C. Le cas clair	265
V. La décision	267
A. Les ordonnances d'instruction	267
B. La décision	267
1. Généralités	267
2. Les décisions finales, incidentes, partielles et préjudicielles	267
3. L'élaboration de la décision	268
4. Le contenu de la décision	269
5. La communication de la décision	270
6. L'interprétation et la rectification de la décision	270
7. Les effets de la décision	271
C. La fin de l'instance sans jugement	272
D. Schéma des diverses décisions du juge	272
VI. Les voies de recours	273
A. Généralités	273
B. Les conditions de recevabilité	273
C. Le déroulement de l'instance de recours	274
D. Les voies de recours devant les instances cantonales	274
1. En général	274
2. L'appel	274
a. Les décisions attaquables	274
b. La qualité et l'intérêt pour recourir	275
c. Les motifs	275
d. La forme des actes	275
e. Les délais	276
f. Les effets de l'appel	276
g. Le déroulement de la procédure	276
h. Le pouvoir d'examen de l'instance d'appel	277
i. La décision sur appel	277
3. Le recours	277
a. Les décisions attaquables	277
b. La qualité et l'intérêt pour recourir	277
c. Les motifs	278
d. La forme des actes	278
e. Les délais	278
f. Les effets du recours	279
g. Le déroulement de la procédure	279
h. Le pouvoir d'examen de l'instance de recours	279
i. La décision sur recours	279
4. La demande en révision	280
a. Les décisions attaquables	280
b. La qualité et l'intérêt pour recourir	280

Table des matières

c. Les motifs	280
d. La forme des actes	280
e. Les délais	281
f. Les effets de la demande de révision	281
g. Le déroulement de la procédure	281
h. Le pouvoir d'examen de l'instance de révision	281
i. La décision sur rescindant et sur rescisoire	281
E. Schéma de synthèse	282
F. Les voies de recours devant le Tribunal fédéral	284
1. En général	284
2. Le recours en matière civile	284
a. Réglementation générale	284
b. Les décisions attaquables	285
i) Quant à leur objet	285
ii) Quant à leur auteur	286
iii) Quant à leur nature	286
iv) Quant à la valeur litigieuse	289
c. La qualité et l'intérêt pour recourir	291
d. Les motifs	292
e. La forme du recours	293
i) Présentation et contenu du mémoire	293
ii) Annexes à joindre	294
iii) En cas d'envoi électronique	294
iv) Sort des actes illisibles, inconvenants, incompréhensibles ou prolixes	295
v) Recours procédurier ou abusif	295
f. Les délais	295
g. Les effets du recours	295
h. Le déroulement de la procédure	296
i. Le pouvoir d'examen du Tribunal fédéral	296
j. La décision sur recours	297
3. Le recours constitutionnel subsidiaire	297
a. Les décisions attaquables	297
b. La qualité et l'intérêt pour recourir	297
c. Les motifs	298
d. La forme du recours	298
e. Les délais	299
f. Les effets du recours	299
g. Le déroulement de la procédure	299
h. Le pouvoir d'examen de l'instance de recours	299
i. La décision sur recours	299
4. Autres voies de droit	299
a. La demande en interprétation	299
b. La demande en révision	300
VII. Les voies d'exécution	303
A. Généralités	303

Table des matières

B. Les décisions condamnant à payer une somme d'argent	303
C. Les décisions condamnant à une prestation autre que d'argent	304
1. L'exécution directe	304
2. L'exécution sur requête	304
a. La requête	304
b. Compétence matérielle et locale	305
c. La procédure applicable et les conditions du prononcé d'exécution	306
d. Les mesures conservatoires	306
e. Les mesures d'exécution	306
i) Obligation de faire, de s'abstenir ou de tolérer	306
ii) Déclaration de volonté	307
iii) Dommages-intérêts et prestation en argent	308
iv) Recours de tiers	308
3. Schéma de synthèse	309
Bibliographie sommaire	310
Index	313